

La seconde vie de Raphaël Lévy

Jean-Bernard LANG

En mars 2009, le conseil municipal de Metz décida de rebaptiser du nom de Raphaël Lévy ce qui était alors, et depuis 1955, la rue Cavaignac. Il est vrai que le général dont on effaçait ainsi le nom n'avait pas bonne réputation aux yeux d'un maire de gauche, s'étant illustré comme ministre de la Guerre en faisant donner la troupe contre les ouvriers révoltés en 1848¹. Par contre, il est fort à parier que l'homme qui recevait ainsi cet honneur était, pour la plupart des Messins, un parfait inconnu. Mais ce n'était certainement pas le cas du premier édile qui, de son propre aveu, avait été très impressionné par la parution, l'année précédente, d'un livre consacré à cet épisode de l'histoire messine, écrit par Pierre Birnbaum². Or, cet auteur, professeur de sociologie politique à l'université de Paris I, est surtout connu pour ses nombreux ouvrages concernant la place qu'on pris certains juifs dans la vie politique française sous les trois dernières républiques, et notamment sur l'affaire Dreyfus³. Nul doute que c'est dans le cadre de ses travaux qu'il s'est intéressé à cette lointaine tragédie lorraine, et nul doute non plus que c'est en pensant à un antisémitisme toujours à dénoncer, que Dominique Gros a décidé de baptiser une rue de sa ville du nom de ce juif de Boulay, jugé et brûlé pour crime rituel sur le Champ à Seille, en ce lugubre jour de janvier 1670.

1. Il est cependant réducteur de limiter la personnalité du général à cet atroce épisode. Louis Eugène Cavaignac, fils d'un Conventionnel, frère d'un homme politique républicain, se proclama en faveur de la République lors de la révolution de 1830. Un moment renvoyé de l'armée, il la réintégra en Algérie où il accomplit toute sa carrière. Rentré en France en 1848, il s'engagea dans le régime républicain et fut candidat à la présidence contre le prince Louis-Napoléon. Après la victoire de ce dernier, il quitta la vie politique.
2. *Un récit de meurtre rituel au Grand Siècle. L'affaire Raphaël Lévy, Metz, 1669*, Paris, 2008.
3. *L'affaire Dreyfus, la République en péril*, Paris, 1994, *Le moment antisémite. Un tour de France en 1898*, Paris, 1998.

Ceci est d'autant plus vrai que c'est en 1898, au moment où la France se déchirait dans l'affaire Dreyfus, que celle de Raphaël Lévy avait été exhumée par Joseph Reinach dans un petit ouvrage intitulé « *une erreur judiciaire sous Louis XIV*⁴ ». Il s'agissait bien évidemment d'établir un parallèle entre les deux procès, entre les deux erreurs judiciaires, et de démontrer qu'à chaque époque, il était du devoir de l'État de protéger ses citoyens.

Mais comparaison n'est pas raison. Il est évident qu'à deux siècles de distance, les mentalités ne sont plus les mêmes, les accusations non plus, et que surtout les systèmes politiques en place n'ont plus rien de commun. Un simple exemple : en cette fin du XIX^e siècle, un mot, compris de tous, évoque la méfiance, ou la haine, c'est selon, que l'on a des juifs. Ce mot, c'est l'antisémitisme, tiré d'un vocabulaire soi-disant scientifique, alors à la mode. Au XVII^e siècle, il n'existe aucun mot pour dépeindre ce sentiment, tant il semble évident, naturel, consacré par les siècles. Ce qui a scandalisé les contemporains de Dreyfus, c'est le temps qu'ont mis les différentes autorités de l'État, les hommes d'influence, les partis politiques, la presse, pour seulement admettre qu'il pouvait y avoir un doute quant à la culpabilité du capitaine. C'est là finalement, dans ces presque quatre ans pendant lesquels la famille Dreyfus se battit quasiment seule, que résida le premier scandale. Or, ce ne fut pas le cas sous Louis XIV, et c'est sur ce point que la comparaison trouve ses limites. Rappelons donc d'abord ce que fut le procès de Raphaël Lévy, qui le menait, et dans quel but.

Tout commence comme un fait divers. Vers la fin septembre de l'an de grâce 1669, un enfant de Glatigny, village situé à peu près à mi-chemin entre Metz et Boulay, échappe quelques instants à la surveillance de sa mère et disparaît. Les parents, affolés, entament des recherches qui s'orientent bien vite vers le « grand chemin » passant à quelques centaines de toises de là et menant de Metz à Boulay. Ils accostent différents passants et l'un d'eux, un cavalier de l'armée lorraine, leur certifie avoir vu un juif à cheval tenir devant lui sur sa selle ce qui semblait être un enfant. Comme l'homme se dirigeait vers Metz, les parents s'y rendent aussi, et y mènent une enquête qui identifie le suspect, un certain Raphaël Lévy, marchand de bestiaux, habitant Boulay. Or, nous sommes à la veille d'une fête juive, connue à l'époque comme la « fête des trompettes », car en l'honneur de ce qui est leur Nouvel An, les juifs sonnent dans une corne de bélier, le « shofar ». La rumeur se répand alors rapidement dans la ville que Lévy a enlevé l'enfant pour l'offrir à ses coreligionnaires de Metz, afin qu'ils puissent le sacrifier, à l'occasion de cette fête. On peut constater que cette accusation de crime rituel, qui plonge ses racines aux tréfonds les plus sombres des mentalités médiévales, situe généralement cet acte à Pâques, les juifs étant censés renouveler ainsi la passion du

4. Joseph Reinach (1856-1921), avocat, journaliste et homme politique, un des plus passionnés défenseurs de Dreyfus. Son fils était le gendre de Mathieu, frère du capitaine. Son livre (chez Delagrave), date de 1898.

Christ⁵. Un crime rituel en dehors de la Semaine Sainte est donc d'une certaine manière une nouveauté messine.

Mais accuser ainsi un homme ne suffit pas, dans une société policée. Celle-ci a ses lois et une justice qui est en charge de les faire exécuter. Qui représente alors la loi à Metz en 1669, quelle justice est chargée de la faire appliquer et enfin, comment vivent les juifs dans cette ville si particulière du royaume ?

C'est par ces derniers que nous allons commencer. Leur présence dans la ville, qui date de 1564, et de quelques décennies dans le plat-pays, est une dérogation à la règle, qui est l'interdiction de résider en France. Mais, depuis plus d'un siècle, cette mesure n'est pas appliquée à Metz. Cette situation relève d'une véritable « politique juive » de la Couronne, mise en place progressivement sous les règnes de Charles IX et de Henri III, et officialisée ouvertement par Henri IV⁶.

À l'origine, l'appel à des prêteurs juifs fut le fait de la Commune où l'influence huguenote était importante en cette fin du xvi^e siècle. Les bourgeois étaient tous inquiets de la présence dans la cité d'une forte garnison française, composée d'hommes pouvant devenir facilement violents pour peu qu'on ne les paie pas en temps et heure. Il était nécessaire de trouver pour eux un système de crédit, mais celui-ci faisait défaut car la banque messine, aux mains des Huguenots, n'avait pas l'habitude de prêter des sommes aussi faibles à de tels débiteurs. Par contre, on savait que certains princes voisins, et particulièrement l'évêque de Metz, dans ses terres de Vic, avait à son service quelques financiers juifs dont la clientèle était composée de petites gens et c'est donc pour suivre cet exemple que la municipalité offrit à trois juifs de Marsal de résider en ville, pour une durée d'un an. Très vite naturellement, une opposition à leur présence, jugée scandaleuse, se fit jour. Divisée, la municipalité demanda l'arbitrage du gouverneur qui trancha en faveur des indésirables, si utiles pour le confort de la soldatesque et par là, la paix des bourgeois. Depuis lors, les oppositions aux juifs s'étaient encore crispées et un puissant courant qui leur était hostile se reconstituait sans cesse, nullement découragé par les rebuffades incessantes qu'il recevait de la part des autorités⁷. À sa tête, on trouvait

5. Sur les crimes rituels, voir POLIAKOV (Léon), *Histoire de l'antisémitisme*, tome I, Paris, 1971, p. 72-80.

6. Cette dérogation est juridiquement possible puisque les Trois-Évêchés ne sont que sous le protectorat du roi, de facto jusqu'en 1633, date de l'institution d'un Parlement, de jure jusqu'au traité de Münster en 1648.

7. En 1583, devant l'échec d'une nouvelle pétition adressée au duc d'Epemon, l'évêque suffragant « de Madaure », écrivait : « les juifs avaient trouvé le secret ordinaire de se concilier la protection (d'Epemon) ainsi qu'ils l'avaient fait vis-à-vis de ses prédécesseurs et commandans ». MEURISSE (Martin), *Histoire de la naissance, du progrès et de la décadence de l'hérésie dans la ville de Metz et le pays messin*, Metz, J. Anthoine, 1642, cité par CLÉMENT (Roger), *La condition des juifs sous l'Ancien Régime*, Paris, 1903, pièce justificative n° XVI.

certaines corporations qui étaient en concurrence directe avec les juifs. Ceux-ci en effet, s'ils étaient prêteurs sur gages, revendaient à bas prix les objets qui n'avaient pas été rendus aux débiteurs en défaut de paiement. Plus généralement, d'autres s'étaient spécialisés dans le commerce de seconde main. Orfèvres et merciers s'estimaient donc lésés. Quant aux bouchers juifs, ils étaient la bête noire de leurs confrères chrétiens car leurs usages alimentaires leur interdisant de consommer les parties arrière des carcasses, celles-ci étaient revendues également à bas prix. Les corporations étaient influentes dans l'échevinat grâce aux députés des paroisses qui formaient le Grand Conseil, et par conséquent, la municipalité était plutôt hostile à la présence juive à Metz. De plus l'influence de la banque et du grand négoce, jadis aux mains de Huguenots moins hostiles, déclinait sans cesse depuis un siècle.

Mais l'échevinat messin, depuis le rattachement des Évêchés à la France, avait perdu l'essentiel de ses pouvoirs au profit de la monarchie qui avait sur place trois instruments de gouvernement.

Le premier était incarné par le gouverneur. Au siècle précédent, il était le seul représentant du roi dans une ville toujours théoriquement immédiate de l'Empereur. Il disposait de la garnison, et donc des moyens de se faire obéir par la force, bien que la milice messine existât toujours et, armée d'arquebuses et même de petits canons, ne fût pas à négliger. Mais en 1669, les gouverneurs avaient vu leurs attributions réduites aux affaires proprement militaires et ne s'occupaient plus guère de politique⁸. Celle-ci était, depuis leur introduction en 1637, aux mains de l'intendant dont le titre exact était intendant de police, justice et finances. C'est dire si son domaine de compétences était vaste. Vaste, mais ambigu, particulièrement en matière de justice. Car le troisième instrument de la gouvernance royale était le Parlement, à la fois Cour d'appel et instrument politique puisque seul l'enregistrement fait par ses soins conférait force de loi aux édits royaux. Les parlementaires se voulaient à la fois les défenseurs des droits du roi, qu'au besoin ils prétendaient mieux discerner que le monarque lui-même, et ceux du peuple, au nom d'une vision traditionnelle d'un ordre social voulu par Dieu.

Peu après son installation, le Parlement de Metz était entré en conflit avec le gouverneur, à l'époque La Valette. Trop neuf pour faire le poids face à la haute noblesse, il fut « exilé » à Toul et ne put revenir à Metz qu'au bout de vingt-deux ans. Encore fallut-il pour cela que ses membres versent de confortables compensations financières⁹. Cela s'était passé en 1659, dix ans seulement

8. Les choses changeront au siècle suivant avec Belle-Isle, mais celui-ci était un personnage hors du commun.

9. On a parlé de deux cent mille livres au roi et vingt mille à Mazarin. MICHEL (Emmanuel), *Histoire du parlement de Metz*, Paris, 1845.

avant que n'éclate l'affaire Raphaël Lévy. Les parlementaires n'avaient pas dû oublier l'affront, l'humiliation de « l'exil » et le retour moyennant indemnités. Cela ne les rendait donc pas insensibles aux causes de tous ceux, qui d'une manière ou d'une autre, s'opposaient aux représentants du roi, hier ses gouverneurs, aujourd'hui ses intendants. Et c'est ce qui arriva lors de cette accusation de crime rituel à laquelle personne de sensé ne croyait, mais qui servit de prétexte à un règlement de comptes.

Dès les premières accusations, l'intendant, alerté, avait convoqué deux syndics de la communauté des juifs dans son bureau. À l'époque, c'était Jean-Paul de Choisy. En place depuis six ans, en 1663, c'était un homme jeune, trente-huit ans au moment des faits, assez désinvolte au regard des traditions religieuses, ami des arts et des lettres, bref le parfait « honnête homme ». Sa famille était d'origine roturière, son arrière-grand-père ayant été marchand de vin en Normandie. Mais son père, intendant au Languedoc, avait été anobli et était devenu chancelier de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII. Quant à sa mère, c'était une descendante de Michel de l'Hospital, donc d'ancienne noblesse. Elle avait ses entrées auprès de la reine-mère, Anne d'Autriche, et c'est par son entremise que Choisy avait de nombreux appuis à la Cour, dont son ami le marquis de Berny, fils et collaborateur d'Hughes de Lionne, à l'époque ministre des Affaires étrangères.

Choisy est naturellement conscient de la fameuse « politique juive » de la monarchie dont nous avons parlé plus haut. S'il convoque les deux syndics dès que les accusations commencent, c'est semble-t-il, pour étouffer l'affaire à laquelle il ne croit pas une minute. Mais il va alors se heurter aux hommes de loi. C'est qu'en intervenant ainsi, il bouscule allégrement la procédure. Celle-ci, en effet, exige qu'une enquête soit ouverte à la requête du lieutenant-criminel du bailliage, puisque les faits ont été commis dans un village du ressort de celui-ci. De plus, les rapports entre Choisy et le bailliage sont exécrables. Dans une des ses lettres adressées à Louvois en novembre 1669, faisant allusion à des incidents survenus entre bourgeois de la ville et soldats de la garnison, il écrit : « ce que je vous peux dire, monsieur, de plus assuré est que j'ai toujours vu le lieutenant criminel de Metz porter avec passion les bourgeois contre les soldat [...] de sorte que je fus sur le point de tout demander des ordres du roi pour ôter au bailliage de Metz la connaissance des cas arrivés entre bourgeois et soldats, mais j'ai peur que vous ne trouviez que je voulais augmenter ma juridiction ¹⁰ ». On était en pleine affaire Lévy à ce moment là, et lorsqu'on voit l'intendant évoquer le lieutenant-criminel du bailliage « et sa cabale », on voit bien comme les relations entre les deux hommes devaient être fraîches.

10. Correspondance de Choisy, ADM, J 6438, 25 novembre 1669.

Comme il le dit lui-même à Louvois, il n'ose cependant pas trop forcer la main à la justice. Il décida donc de céder en disant « qu'il ne s'en mêlerait plus, qu'en effet cela valait mieux parce que le tribunal était à même de faire les recherches nécessaires et d'arriver à la vérité si c'est une fausse accusation [...] ¹¹ ». Il n'avait pas entièrement tort et ses prérogatives une fois reconnues, le lieutenant-criminel se montra à son tour de bonne foi, « car il ne voulait que rendre justice, surtout que c'était une fausse imputation, mais qu'il valait mieux qu'il fasse son devoir, qu'alors il serait exempt de reproches ». C'était du moins l'avis du syndic anonyme qui relate l'affaire dans la traduction proposée dans le livre de Reinach. Mais cet avis est probablement fondé car, le 8 novembre 1669, le tribunal de bailliage rendait un verdict, relativement équilibré¹². On décidait qu'il serait « plus amplement informé », en d'autres termes que l'enquête allait continuer, qu'il n'y avait pas de preuves absolues contre Lévy, que ce dernier serait jusqu'à la décision finale maintenu en détention, mais qu'il serait autorisé à faire venir à la barre des témoins qui pourraient justifier son alibi. C'est là qu'apparut le substitut du procureur, un certain Mainhulle, qui fit appel de cette décision. En droit, c'était la règle, le Parlement étant justement la Cour d'appel, mais le substitut, lui même échevin et aman¹³, en relations étroites avec les corporations, était manifestement au service d'une cabale antijuive qui allait se saisir du soupçon de crime rituel pour aller bien plus loin et enfin obtenir du roi l'expulsion de tous les juifs de la ville. On exhuma alors fort à propos une toute autre affaire de profanation d'hostie, qui se serait produite dix ans auparavant chez un notable de la communauté, Mayeur Schwabe, qu'on incarcérera aussitôt, tandis qu'un autre, Abraham Spire, lui aussi menacé, put s'enfuir in extremis.

L'affaire Raphaël Lévy s'était alors doublée d'une toute autre, de bien plus grande envergure, qui ne concernait plus seulement le destin d'un homme, mais celui de toute une communauté. Il semble bien que les juifs de Metz aient alors tergiversé en ce qui concerne le premier accusé, d'autant plus que Choisy avait quitté Metz en décembre pour aller à Toul d'abord, à Nancy ensuite, régler divers contentieux qui avaient éclaté depuis peu entre les Évêchés et le duché, ce dernier venant d'instituer des « bureaux » pour faire payer des droits de douane exorbitants sur toutes les marchandises acheminées vers Metz. Un autre point de droit compliquait encore le cas de Raphaël. Né en Pays messin (à Chelaincourt, près d'Ennery), il était « habitué » à Boulay, qui était en Lorraine. Devait-on alors le considérer comme sujet du roi ou

11. Ces détails sont narrés dans un texte écrit par un anonyme en judéo-allemand et en caractères hébraïques et édité après traduction par J. Reinach dans son ouvrage cité plus haut. L'auteur de ce texte semble avoir été très bien renseigné et devait être un des syndics de la communauté.

12. ADM, B 3565.

13. Renseignements fournis par Pascal Faustini.

du duc ? Au début, les juifs de Metz l'avaient persuadé de venir se constituer prisonnier en territoire français, persuadés que la justice royale le protégerait. Mais les choses n'avaient pas évolué comme ils l'espéraient, Choisy avait dû s'absenter, et une menace bien plus grave planait sur eux. Affolés, ils laissèrent alors les juges du Parlement prononcer un arrêt de mort contre Raphaël Lévy qui fut brûlé sur le Champ-à-Seille.

Ce n'est qu'en février, au retour de Choisy, qu'ils retrouvèrent en lui l'appui puissant qui leur avait manqué le mois précédent, fatal à leur coreligionnaire de Boulay. Une requête fut adressée au Conseil d'État du roi qui, en avril, ordonna l'arrêt immédiat des poursuites contre les juifs. Il était trop tard pour Raphaël Lévy, et d'ailleurs dans leur supplique au roi, les juifs de Metz se démarquaient assez peu courageusement de lui en spécifiant qu'ils « n'avaient pas l'intention de prendre le fait et cause d'un juif étranger [...] »¹⁴. On ignore d'ailleurs s'il fut officiellement réhabilité, on ne trouve en effet aucune trace d'un tel acte dans les archives. Le roi aurait dit : « Que voulez-vous ? Votre juif est mort. Pourquoi ne vous êtes pas plus tôt adressés à moi ? »¹⁵

Mais ce qu'il convient d'observer tout au long de cette affaire, c'est que Choisy ne croyait absolument pas en la fable du crime rituel. Il s'en explique longuement dans le rapport sur l'affaire que lui a demandé son ami Berny et qu'il lui envoie le 27 mars 1670¹⁶. Parlant du crime rituel, il écrit : « des histoires circulent concernant les juifs d'avoir répandu du sang humain pour leurs sacrifices mais je sais aussi que les Papes et les Empereurs ont défendu de le croire et on traite cela de calomnies car l'épanchement de sang humain est contraire à la loi de Moïse ». Oh, ce n'est pas qu'il ait une particulière sympathie pour les juifs. Il est de son temps lorsqu'il écrit : « les juifs ont dévoyé leur ancienne religion car les rabbins et leur Talmud les ont éloignés du Décalogue, mais cependant pas au point de commettre ce crime »¹⁷. Plus loin, il juge avec une certaine ironie les démarches faites contre eux : « sur les informations faites à la requête du procureur général contre la communauté des juifs [...] ils ont été au Palais exprès pour leur conseiller qu'il fallait croire venger la mort de Notre Seigneur et que la mort d'un juif était un sacrifice agréable à Dieu ».

14. Arrêt du Conseil d'État du 18 avril 1670, Archives Nationales, arrêts du Conseil, vol. 76, n° 32 E 1754.

15. D'après le syndic anonyme. Les rabbins messins interdirent à tout juif de s'approcher de Glatigny et la mémoire du martyr fut commémorée chaque année jusqu'à la Révolution. Puis, l'affaire tomba dans l'oubli.

16. ADM J 6438.

17. *Ibidem*.

Il y eut donc effectivement à Metz en 1669/70, non pas une erreur judiciaire, mais un crime judiciaire. Bien sûr, le vieux fonds médiéval des superstitions et des haines était un terreau propice pour tous les fantasmes, mais ceux qui dirigeaient la ville et la province n'étaient pas de cette eau. Les corporations détestaient des gens qui étaient, à leurs yeux, des concurrents déloyaux, et souhaitaient leur expulsion. Les militaires et les représentants du roi au contraire, les soutenaient, justement parce que cette concurrence empêchait que se constituent des situations de monopole causant de l'enrichissement. Les robins détestaient les militaires et les hommes du roi, venus d'ailleurs, sans implantation locale. Ils s'estimaient les vrais défenseurs, sinon du peuple, du moins, des « vrais Messins ». Ils crurent prendre leur revanche sur l'intendant en assassinant un malheureux. Mais la « politique juive » ne pouvait être remise en question. Choisy fit son devoir en essayant de sauver Raphaël Lévy au risque de violer la procédure, puis en écartant fermement de la communauté la menace de l'expulsion. La monarchie des Bourbons protégeait les juifs, du moins en ses provinces du Nord-Est et elle le prouva avec force et efficacité.

Et voilà ce qui distingue les affaires Raphaël Lévy et Alfred Dreyfus. La monarchie n'était pas une démocratie. Nul ne doute que si on avait consulté le peuple au ^{xvii}^e siècle, il n'y aurait pas eu un seul juif résidant en France, il n'est qu'à voir les Cahiers de doléances, rédigés plus d'un siècle plus tard. La « politique juive » des rois, comme l'émancipation accordée en 1791, furent des mesures prises d'en haut, au nom des intérêts supérieurs de la Couronne dans le premier cas, au nom de l'idéologie des Droits de l'Homme dans le second et jamais avec l'accord populaire. Un homme comme l'intendant Choisy n'avait nul état d'âme à aller contre la volonté populaire au nom des intérêts supérieurs de l'État. Cela n'était plus possible deux siècles plus tard et c'est la raison profonde du long silence des autorités de 1894 à 1897 sur le cas du capitaine. Comme le clamaient les supérieurs de Dreyfus, le général Mercier, ministre de la Guerre, le lieutenant-colonel Sandherr, chef du contre-espionnage ou l'enquêteur de l'affaire, le commandant Paty de Clam, l'accusé semblait coupable, même sans preuves. Il ne semblait pas anormal à l'opinion qu'un officier juif soit un traître, et à la différence du ^{xvii}^e siècle, les politiques, dirigeants de la III^e République, étaient élus et devaient donc tenir compte de leurs électeurs et de leur opinion. La réhabilitation de Lévy prit ainsi quelques mois et celle de Dreyfus douze ans.

Voilà pourquoi la plaque de rue au nom de Raphaël Lévy est un bel hommage à la lutte contre l'antisémitisme, mais pas nécessairement à la démocratie. ■